

JUILLET 2022

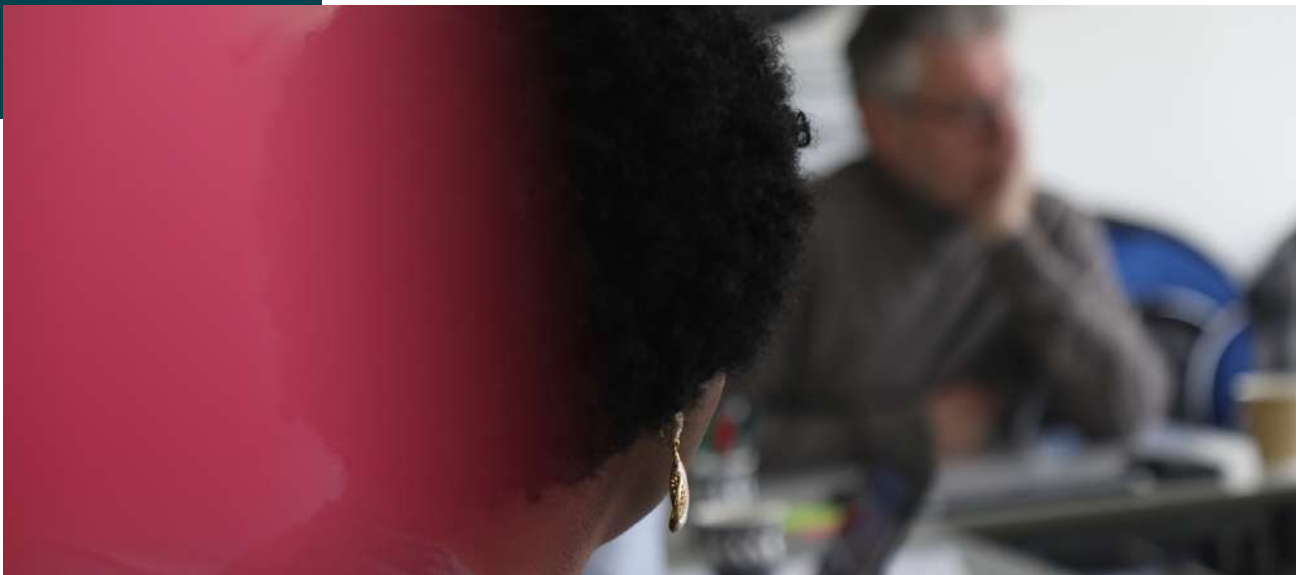
# HISTOIRES FAVORABLES >>>>>

COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE PEUT  
CONSTRUIRE DE **NOUVEAUX RÉCITS** DANS UN  
MONDE TRANSFORMÉ PAR LA NUMÉRISATION  
ET LA PANDÉMIE DE COVID-19

NOTE DE SYNTHÈSE



# INTRODUCTION



**Forus est un réseau mondial de la société civile, dynamique et en pleine expansion, qui comprend 66 plateformes nationales de développement et 7 coalitions régionales, représentant au total plus de 22 000 ONG. Forus et ses membres sont convaincus qu'un espace civique solide et protégé constitue la pierre angulaire d'une gouvernance démocratique responsable et réactive et de sociétés stables.**

Nous entendons par "espace civique" l'espace nécessaire pour que les personnes puissent exercer leurs droits civils et politiques de base et leurs libertés fondamentales, y compris les libertés d'association, de réunion et d'expression. **Les membres de Forus sont très préoccupés par la tendance négative du rétrécissement de l'espace civique et par les récits néfastes sur le travail de la société civile, si évidents dans différentes parties du monde au cours de la dernière décennie.**

**L'objectif du rapport "Histoires Favorables" est d'examiner deux facteurs clés qui ont rapidement transformé l'espace civique à travers le monde ces dernières années, ayant souvent un impact négatif sur les droits et libertés des militants et des praticiens de la société civile et sur leurs environnements opérationnels.** Ces facteurs sont, premièrement, la pandémie de santé mondiale COVID-19 et, deuxièmement, l'accélération du processus mondial de numérisation.

Cette note de synthèse donne un aperçu des principales conclusions et recommandations du rapport complet.

**RAPPORT COMPLET**

# CONCLUSIONS CLÉS



## L'espace civique

- Partout dans le monde, les libertés d'expression, de réunion et d'association se réduisent et les restrictions accrues transforment l'espace des organisations de la société civile.<sup>1</sup>
- Les changements et les transformations de l'espace civique dans différents pays ont des ramifications extrêmement importantes pour les sociétés du monde entier. Le rétrécissement des espaces civiques et la réduction de l'influence de la société civile ont de graves conséquences pour une gouvernance efficace.<sup>2</sup>
- L'Objectif de développement durable 16 (ODD 16) de l'Agenda 2030 engage les gouvernements à protéger les droits et libertés fondamentaux liés à l'espace civique. Toutefois, les recherches menées à ce jour ont démontré que la grande majorité des gouvernements évitent de rendre compte de l'espace civique dans les examens nationaux volontaires (ENV) soumis chaque année<sup>3</sup> au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) des Nations Unies.
- Ces dernières années, plusieurs questions clés ont davantage impacté l'espace civique à travers les différentes régions et pays du monde et sont susceptibles de continuer à le faire dans un avenir prévisible. Ces questions comprennent la pandémie mondiale COVID 19 et l'accélération du processus mondial de numérisation, qui ont tous deux rapidement transformé l'espace civique.<sup>4</sup>

## COVID 19

- La pandémie de COVID 19 a modifié le mode de fonctionnement des organisations de la société civile, amenant nombre d'entre elles à transférer une partie de leurs activités en ligne.<sup>5</sup>
- Afin de protéger la santé et le bien-être de leurs citoyens et résidents, de nombreux gouvernements ont pris des mesures extraordinaires pour répondre à la pandémie de coronavirus. Le traqueur COVID 19 du Centre International du Droit des Associations à but non lucratif a révélé qu'au moins 80 pays ont adopté des mesures d'urgence, et que beaucoup d'autres ont invoqué des mesures de catastrophe et d'urgence préexistantes en réponse à la maladie.<sup>6</sup> Certains gouvernements ont intégré des technologies de surveillance dans leurs mesures visant à enrayer la propagation du COVID 19.
- En réponse à la pandémie de COVID, de nombreux gouvernements ont également introduit des mesures qui ont restreint les droits fondamentaux - avant tout, la liberté de réunion et la liberté d'expression. Ils ont cherché à faire taire les voix critiques, notamment celles des journalistes et des militants de la société civile. Plusieurs gouvernements ont également abaissé les normes d'engagement de la société civile dans l'élaboration des politiques et des lois.<sup>7</sup>
- Si le recours au plus large éventail d'outils disponibles par les gouvernements lors d'une pandémie de santé publique était compréhensible, les situations d'urgence - même le COVID 19 - ne devraient pas éviter les obligations des États de prendre en compte les effets plus larges de ces mesures d'urgence sur la société et les droits humains.
- La pandémie de COVID 19 a eu un impact très négatif sur la situation financière de nombreuses organisations de la société civile dans le monde. La situation des OSC travaillant dans les secteurs les plus touchés par la pandémie, notamment dans les pays où les formes de soutien adéquates garanties par l'État font défaut, a également été très difficile.<sup>8</sup>

## Numérisation

- L'espace numérique peut être un catalyseur important pour une participation politique civile plus large dans les espaces physiques. Lorsque les espaces numériques sont attaqués, soumis à une surveillance, restreints ou rétrécis, cela a des répercussions négatives sur la participation civique en général.<sup>9</sup>
- Malgré l'importance du numérique pour la jouissance et l'exercice des droits humains, le rapport 2019 du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les droits à la liberté de réunion et d'association pacifiques à l'ère numérique a constaté que de nombreux États restreignent de plus en plus les libertés fondamentales en contrôlant l'accès à Internet et à d'autres outils numériques et leur utilisation.<sup>10</sup>
- Au fil des ans, les demandes gouvernementales de données provenant des utilisateurs de réseaux sociaux et les concernant se sont multipliées, tout comme les arrestations et la criminalisation d'organisations et de militants sur la base de leur comportement sur les réseaux sociaux.<sup>11</sup>
- Les méthodes utilisées pour soumettre les OSC à une surveillance en ligne ont tendance à être opaques ou secrètes, à l'insu des organisations ciblées, du grand public et, le plus souvent, à l'insu d'un juge ou d'une autorité de suivi. Même lorsqu'un pays dispose d'une procédure judiciaire pour mettre une organisation sur écoute, la cybersurveillance soit ne dispose pas des lois nécessaires, soit est encadrée dans un cadre plus large de "renseignement" et de "contre-terrorisme".<sup>12</sup>
- Les plateformes de réseaux sociaux et les entreprises technologiques ont tendance à rester inactives par rapport aux préoccupations et aux accusations relatives au rétrécissement de l'espace civique, en particulier lorsqu'un gouvernement ou un parti politique puissant est impliqué. La dépendance des plateformes technologiques (par exemple les plateformes de réseaux sociaux) aux autorisations gouvernementales pour fonctionner, est une carte de négociation puissante entre les mains de régimes sans scrupules. Cela donne lieu à un degré malsain de coopération entre certaines plateformes et les gouvernements, ce qui se traduit par un contrôle des plateformes dans l'intérêt d'un gouvernement contre les voix critiques, et contre les organisations de la société civile qui ne suivent pas les intérêts politiques du parti au pouvoir ou la liberté de la presse.<sup>13</sup>
- Des acteurs étatiques et non étatiques ont également restreint le travail des OSC en fermant de manière permanente ou temporaire les services liés à Internet. En 2021, Access Now et la coalition #KeepItOn ont documenté 182 fermetures d'internet à travers 34 pays. Leurs recherches ont montré une résurgence spectaculaire de cette forme oppressive de contrôle par rapport aux 159 fermetures enregistrées dans 29 pays en 2020.<sup>14</sup>
- On en sait plus sur les ouvertures et fermetures de l'espace civique en ligne dans les pays du Nord que dans les pays du Sud. Cependant, un certain nombre d'études rendent possible une analyse comparative des ouvertures et fermetures de l'espace civique en ligne en Afrique, notamment les conclusions de dix rapports nationaux sur le paysage des droits numériques. L'étude a identifié que les cinq tactiques les plus souvent utilisées pour fermer l'espace civique en ligne en Afrique sont la surveillance numérique, la désinformation, la fermeture de l'internet, la législation et les arrestations pour discours en ligne.<sup>15</sup>
- Un manque d'accès numérique pour 50% de la population mondiale reste également un défi important pour la société civile dans l'accès aux espaces numériques et l'extension de la participation civique. La capacité à s'engager pleinement dans les opportunités de participation civique en ligne nécessite une combinaison d'accès à l'internet, d'outils numériques appropriés et de communautés d'apprentissage favorables.<sup>16</sup>
- Afin d'accélérer les progrès sur l'ensemble des 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies, qu'il s'agisse d'éradiquer la faim, de créer des villes durables ou de stimuler l'égalité économique et l'égalité des sexes, la communauté internationale doit réaliser l'Objectif 9C, qui permettrait d'offrir un accès universel à l'internet d'ici 2030.<sup>17</sup>



## La construction de récits alternatifs pour renforcer l'espace civique.

- La large diffusion par les gouvernements autoritaires et intolérants, de récits préjudiciables qui ciblent la société civile se traduit souvent par un moindre soutien et une moindre protection du public pour les OSC lorsqu'elles font l'objet d'attaques, ou lorsque des efforts sont déployés pour saper ou restreindre leur travail d'intérêt public.<sup>18</sup>
- Un nombre croissant d'organisations de la société civile estiment qu'elles peuvent promouvoir des niveaux accrus de compréhension de leur travail par le public en construisant leurs propres récits alternatifs. Ce travail peut contribuer à créer une base sociétale plus solide pour le travail d'intérêt public des OSC et devrait également assurer une plus grande protection publique des militants et des défenseurs lorsqu'ils font face à des attaques injustifiées des autorités, ou d'autres intérêts puissants.<sup>19</sup>
- Les pratiques et recherches existantes liées à la construction de récits alternatifs suggèrent qu'au lieu de rejeter continuellement les messages négatifs promus par les récits dominants, les OSC devraient plutôt s'engager dans la construction de leurs propres récits publics positifs.<sup>20</sup>
- Les connaissances narratives et le savoir-faire en matière de cadrage peuvent aider les OSC à ouvrir l'espace civique, à mieux collaborer et à amplifier d'autres voix. Ce travail dépasse la portée d'une seule organisation ou d'un seul secteur. Pour faire évoluer ou changer les récits dominants qui maintiennent le statu quo en place, il faudra un niveau sans précédent de collaboration et d'action collective créative de la part des organisations de la société civile du monde entier.<sup>21</sup>
- Changer les perceptions et les attitudes du public prend du temps. Il est important que les initiatives visant à construire des alternatives adoptent une approche à long terme, et que des opportunités régulières soient intégrées aux processus concernés pour le retour d'information, la réflexion, l'innovation et l'expérimentation.<sup>22</sup> Malheureusement, les mécanismes actuels de financement des OSC n'encouragent pas l'innovation et l'expérimentation, mais favorisent plutôt le travail de projet à plus court terme avec des résultats prédéterminés.



## Espace civique

### Les gouvernements devraient :

- Protéger, dans la législation et les politiques nationales, les engagements internationaux en matière de droits humains qu'ils ont pris en ratifiant divers traités et conventions internationaux relatifs aux droits humains, en mettant l'accent sur la protection des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion.
- Rendre compte régulièrement des progrès nationaux en matière de renforcement de l'espace civique et de protection des libertés et droits fondamentaux (objectif 16.10 des ODD) dans les examens nationaux volontaires (ENV) soumis au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) des Nations Unies.
- Accepter d'établir un dialogue ouvert, régulier et structuré avec la société civile au niveau national, à travers lequel les questions clés liées aux politiques et à l'espace civique peuvent être discutées.

### Les bailleurs devraient :

- Financer le renforcement des capacités des OSC liées à la défense et au renforcement de l'espace civique dans les pays du monde entier, dans le cadre d'efforts à long terme pour soutenir et renforcer l'espace civique à l'échelle mondiale.
- Soutenir les OSC, en particulier dans les pays du Sud, afin qu'elles développent et utilisent des indicateurs locaux et nationaux pour le suivi de l'espace civique, et qu'elles agissent pour défendre et promouvoir l'espace civique.
- Financer le développement ou la consolidation de mécanismes complets de suivi de la société civile, d'indices et de systèmes d'alerte précoce.
- Collaborer pour soutenir le renforcement, ou la mise en place si nécessaire, de mécanismes mondiaux, régionaux sous-régionaux et nationaux avec une participation importante de la société civile pour collecter, suivre, analyser et rendre publiques des données et des informations vérifiables et actualisées, pays par pays, sur les questions d'espace civique.
- Revoir leurs modèles de financement pour mieux soutenir le rôle de la société civile dans le renforcement de l'espace civique. Il convient de développer des modèles de financement alternatifs offrant des investissements à plus long terme et des allocations de fonds plus flexibles, en phase avec les contextes changeants de l'espace civique.



## La société civile devrait :

- Plaider pour un espace civique adéquat aux niveaux local, national, régional et mondial et lier son plaidoyer à l'ODD 16 pour lui permettre de jouer son rôle dans la réalisation de la vision positive de l'Agenda 2030.
- Se mobiliser pour que l'ODD 16 soit examiné chaque année par le FPHN des Nations Unies. Cela signifierait que les gouvernements devraient rendre compte des progrès nationaux en matière de protection de l'espace civique et des droits humains dans différents pays du monde chaque année, et maintiendrait la question de l'espace civique en bonne place dans l'agenda politique du FPHN de l'ONU.
- Œuvrer pour que les ENV préparés par les gouvernements pour le FPHN de l'ONU comprennent un rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'ODD 16 et, en particulier, sur les progrès réalisés dans le respect des engagements en matière de protection des libertés et des droits fondamentaux (cible 16.10) qui sont essentiels à un espace civique sain.
- Plaider pour l'adoption par les États Membres de l'ONU d'une gamme élargie d'indicateurs d'espace civique dans le cadre du suivi et de l'examen mondial de la mise en œuvre de l'ODD.
- Rechercher un soutien pour la mise en place de nouveaux mécanismes de suivi de l'espace civique ou le renforcement des mécanismes existants aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial, avec une participation significative de la société civile, et pour le développement ou la consolidation d'indices complets de la société civile et de systèmes d'alerte précoce.
- Continuer à engager et à pousser pour un dialogue civil ouvert, régulier et structuré avec le gouvernement et d'autres parties prenantes sur les questions clés de politique et d'espace civique.



## COVID 19 & Espace Civique

### Les gouvernements devraient :

- Mettre en place des comités officiels multipartites et d'experts pour réfléchir à l'utilisation des pouvoirs d'urgence par l'État pendant la pandémie de COVID 19, formuler des recommandations pour la levée de ces restrictions lorsque la pandémie s'atténuera, et superviser ce processus.
- Élaborer des cadres politiques et réglementaires beaucoup plus solides, en consultation avec le plus large éventail de parties prenantes, y compris des mécanismes de surveillance spécifiques liés à l'utilisation des technologies de surveillance, et veiller à ce que la vie privée et les droits humains des citoyens soient protégés, même en période d'urgence.
- Permettre aux citoyens et aux OSC d'accéder à des outils numériques et à des formations pour développer leur culture numérique et les aider à demander davantage de comptes aux gouvernements, aux institutions étatiques et aux entreprises privées en faisant respecter les libertés et les droits civiques dans l'espace numérique à tout moment.

### Les donateurs devraient :

- Soutenir les OSC, en particulier celles des pays du Sud, pour qu'elles développent une plus grande résilience et s'assurer qu'elles pourront réagir plus efficacement à l'avenir lorsque des crises, y compris des pandémies, se produiront.
- Soutenir les organisations de la société civile pour identifier les obstacles et les défis auxquels elles ont été confrontées lorsqu'elles ont tenté de répondre au contexte du COVID 19, notamment en faisant face aux restrictions de l'espace civique.
- Soutenir la recherche qui examine comment la pandémie de COVID 19 a eu un impact sur le financement des OSC. Les bailleurs devraient examiner comment la manière dont ils fournissent des financements aux OSC peut devenir suffisamment flexible et durable pour leur permettre de continuer à fonctionner efficacement en période de crise.

### La société civile devrait :

- Plaider pour que les gouvernements mettent en place des comités officiels multipartites et d'experts pour réfléchir à l'utilisation par l'État des pouvoirs d'urgence pendant la pandémie de COVID 19, formuler des recommandations pour la levée de ces restrictions et faire partie de la supervision de ce processus.
- Poursuivre, après la pandémie, la création de nouveaux outils et plateformes numériques et de projets de cartographie participatifs pour coordonner l'aide et partager les informations dans le but de demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises privées.
- Demander aux bailleurs un soutien pour renforcer la résilience et la préparation des OSC aux crises, urgences et pandémies futures, par le biais d'un renforcement spécifique des capacités, et par l'octroi d'un financement de base, par opposition à un financement par projet.



## Numérisation

### Les gouvernements devraient :

- Agir pour garantir une participation civique sûre en ligne, et que la prolifération de nouveaux espaces numériques serve à élargir l'espace civique des citoyens et garantisse la protection des droits humains en ligne.
- Soutenir la société civile pour qu'elle développe des outils numériques sûrs et tire le meilleur parti des libertés de l'espace numérique, tout en atténuant et en traitant les risques auxquels elle est confrontée en ligne, notamment la surveillance, la cyberintimidation et le harcèlement, la désinformation et les fausses informations.
- Impliquer activement les organisations de la société civile, et d'autres acteurs clés, dans l'élaboration des politiques numériques nationales, la conception, la mise en œuvre et le suivi des initiatives connexes ; et veiller à ce que celles-ci soient conformes aux conventions et engagements internationaux.
- Faciliter de nouvelles formes de gouvernance des espaces en ligne et des réseaux sociaux permettant une plus grande contribution du public, notamment des forums multipartites, qui permettront aux citoyens et aux groupes d'intérêt de participer directement à l'élaboration de la politique numérique et à la fourniture de services numériques.
- S'abstenir de prendre, et cesser, des mesures telles que la coupure de l'accès à l'internet et aux services de télécommunications. L'accès à l'internet et aux services mobiles doit être maintenu à tout moment, y compris en période de troubles civils.
- Veiller à ce que le cadre existant des normes et principes internationaux relatifs aux droits humains guide la conception et la gouvernance des technologies numériques.
- Adopter collectivement une Déclaration universelle des droits numériques, qui pourrait également servir de référence aux experts numériques et techniques, afin que la technologie soit conçue et mise en œuvre de manière à protéger proactivement les citoyens et les droits humains partout dans le monde et à conduire à une transformation numérique centrée sur les personnes et fondée sur des valeurs sur la scène mondiale.
- Permettre à l'ONU de superviser la production d'un rapport régulier sur l'état des droits numériques à l'échelle mondiale, y compris une évaluation de la façon dont les droits numériques sont alignés sur les droits humains et être respectés dans les différents pays du monde. Cette évaluation devrait être basée sur des indicateurs clés élaborés avec la société civile et d'autres parties prenantes, et pourrait être guidée par les cadres de rapport existants sur les droits numériques.



- Garantir l'accès à un internet abordable pour les 50% de la population mondiale qui ne sont pas actuellement connectés et/ou ceux qui ne sont pas en mesure de se connecter en raison des coûts, et le renforcement des compétences numériques pour ceux qui ont accès mais qui sont actuellement incapables de faire un usage significatif de l'internet.
- Veiller à ce que l'autonomisation des communautés mal desservies et sous-représentées via l'inclusion numérique (femmes/filles, jeunes, personnes handicapées, peuples autochtones, populations âgées, etc.) soit au cœur des politiques numériques nationales.
- Se concentrer sur l'équité numérique et adopter une approche holistique des questions d'accès à l'internet, en veillant à ce que toutes les communautés disposent d'un accès abordable, d'outils et de compétences afin qu'elles puissent naviguer et participer pleinement aux sociétés en cours de numérisation.
- Soutenir et encourager les investissements dans les réseaux communautaires afin de garantir la connexion des communautés éloignées et marginalisées qui ont été mal desservies par les opérateurs traditionnels et afin que l'ODD 9 de 2030 sur l'accès universel à l'internet soit atteint. Cela peut être réalisé en donnant à des institutions spécifiques la responsabilité de promouvoir les modèles communautaires et de fournir les mécanismes de financement qui peuvent permettre aux modèles numériques communautaires de se développer à leur échelle.

## Les donateurs devraient :

- Mettre à disposition des opportunités de financement et des ressources pour le développement des capacités numériques des OSC.
- Soutenir les projets qui cartographient les compétences numériques de la société civile (en particulier dans les pays du Sud) par le biais d'enquêtes et d'autres outils qui étudient les perceptions, les capacités et les besoins numériques.
- Veiller à ce qu'un soutien technique soit fourni aux OSC du Sud pour l'utilisation des technologies numériques.
- Financer la recherche appliquée pour renforcer la capacité des OSC dans différents pays à surveiller, analyser et contrer efficacement l'impact de la surveillance et de la désinformation.
- Fournir des fonds pour soutenir les programmes des OSC qui sensibilisent et mobilisent l'opinion en faveur d'un espace civique et numérique ouvert, et pour améliorer la capacité des citoyens à exercer, défendre et étendre leurs droits numériques.
- Soutenir l'innovation et le développement de nouveaux espaces civiques numériques/en ligne soutenus par des bases de données transparentes et ouvertes, y compris des mécanismes de redevabilité tels que la budgétisation participative, le suivi des dépenses publiques, le contrôle de la prestation des services publics, les commissions publiques et les conseils consultatifs citoyens, qui contribueront tous au renforcement global de l'espace civique.



## La société civile devrait :

- Donner la priorité à l'établissement d'une compréhension de base des développements technologiques nouveaux et émergents, des impacts de ces technologies sur le travail des OSC, et des implications de ces technologies pour les droits numériques et l'équité de manière plus générale. La société civile doit identifier les façons dont les technologies numériques posent des restrictions à son environnement opérationnel et à la sécurité et au bien-être de ses membres.
- Construire des réseaux plus solides et travailler en étroite collaboration avec des OSC expertes en technologie/droits numériques, des universitaires et des chercheurs afin de développer une meilleure compréhension des questions et des lois numériques.
- Plaider en faveur de traités numériques internationaux qui protègent les droits humains en ligne, établissent des normes et des standards de comportement numérique et garantissent l'application de la loi dans les environnements en ligne.
- Plaider pour la construction d'espaces en ligne qui permettront aux gens d'exercer leurs libertés démocratiques.
- Plaider pour un agenda numérique inclusif centré sur les personnes dans un monde numérique interconnecté, où personne n'est laissé pour compte.
- Soutenir l'inclusion des femmes et des filles, et des communautés qui sont marginalisées, dans toute leur diversité, dans la transformation numérique, en tant qu'utilisatrices et créatrices de technologies.
- Renforcer les compétences numériques et la sécurité dans leurs organisations, et défendre la confidentialité des données et l'équité dans leur travail de plaidoyer et de programmation.
- Remettre en question les récits des hautes technologies sur les risques liés aux technologies non éprouvées, et promouvoir et développer des recherches et des corpus de connaissances plus locaux ou régionalisés sur les développements numériques.



## Construction de récits alternatifs

### Les donateurs devraient :

- Se concentrer sur le processus et non sur le produit lorsqu'ils financent le travail de construction de récits alternatifs des OSC.
- Comprendre que l'objectif du financement du travail de construction narrative des OSC doit être " d'accompagner un parcours d'apprentissage et la construction d'un pouvoir narratif " et traduire cela directement dans un cadre de redevabilité axé sur les changements et l'apprentissage, plutôt que sur l'impact.
- Donner la priorité à la dotation des acteurs locaux du changement narratif et favoriser les connexions pour le soutien mutuel, l'apprentissage et la collaboration.
- Soutenir une infrastructure de travail narratif avec les moyens de disperser largement, et d'immerger profondément, les récits dans le temps qui façonnent la façon dont les normes sociétales sont établies.

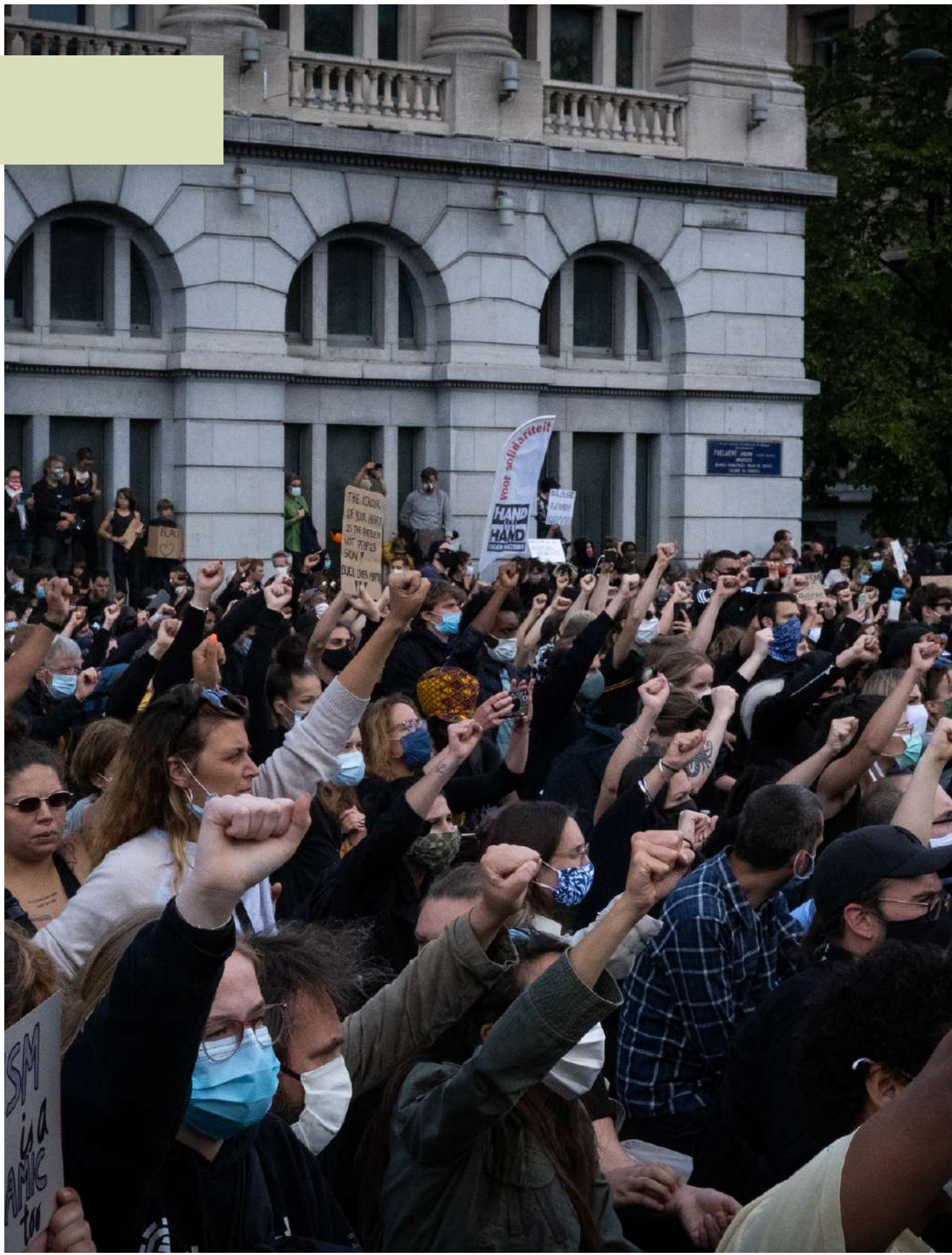
### La société civile devrait :

- S'engager dans la construction de leurs propres récits publics alternatifs et positifs, et ne pas se concentrer uniquement sur la contestation des messages négatifs véhiculés par les régimes autoritaires et intolérants sur la société civile et son travail.
- Poursuivre la construction de récits alternatifs dans le cadre d'une stratégie sectorielle plus large, soutenue par les donateurs, les gouvernements progressistes et les institutions internationales, afin de créer des bases sociétales plus solides pour le travail d'intérêt public de la société civile, de renforcer l'espace civique partout et d'encourager une protection publique accrue pour les militants et les défenseurs qui font l'objet d'attaques injustifiées de la part des autorités, ou d'autres intérêts puissants.
- Ne pas " imposer " de nouveaux récits construits sur différents groupes et circonscriptions, mais coconstruire des récits avec ces groupes afin de construire des relations et une compréhension nouvelles et différentes.
- Utiliser la construction de récits comme une opportunité pour renforcer les relations avec les partenaires locaux et avec les citoyens.
- Ne pas se contenter de parler de leurs valeurs, ou de ce qu'elles défendent dans le cadre des récits alternatifs qu'elle construit, mais faire aussi les choses différemment. Les OSC doivent agir de manière à donner vie à leurs valeurs dans leurs actions et leur travail quotidiens, si elles veulent éviter d'être interpellées pour cela. Il est important que les OSC fassent ce qu'elles disent (c'est-à-dire "mettre en pratique ce qu'elles prêchent"), car cela renforce la confiance du public.

- Veiller à ce que la construction de récits alternatifs par la société civile, visant à renforcer l'espace civique, soit informée par les expériences et les idées d'autres OSC qui ont été à l'avant-garde du pilotage d'approches nouvelles, expérimentales et efficaces de la construction de récits alternatifs.
- Plaider et s'engager dans des initiatives collaboratives à plusieurs niveaux (par exemple mondial, régional, national, local) à mettre en place pour soutenir les OSC intéressées par le développement de leurs compétences en matière de construction narrative, pour rassembler les bonnes pratiques, et pour permettre aux ressources de construction narrative et aux opportunités de développement des capacités pertinentes d'être mises à la disposition de la société civile partout dans le monde.
- Plaider auprès des bailleurs, pour les encourager à fournir un financement flexible et à long terme aux OSC afin de soutenir leur engagement dans la construction narrative efficace et alternative.
- Plaider en faveur d'un accès fiable à Internet, d'outils numériques appropriés et de communautés d'apprentissage numérique pour tous, dans le cadre de la lutte contre la "fracture numérique" et pour une plus grande équité numérique pour tous.



# RÉFÉRENCES





1 <https://findings2021.monitor.civicus.org/>

2 See <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/03/09/digitizing-civic-spaces-amid-the-covid-19-pandemic-and-beyond/>; Also Connie Roggeband and Andrea Kriszan, “The Selective Closure of Civic Space” <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1758-5899.12973>; and <https://www.wfd.org/commentary/4-things-parliaments-can-do-protect-citizens-democratic-freedoms>

3 See <https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2022/02/Policy-brief-Civic-space-Final.pdf> and <https://cooperation.ca/sixth-edition-of-progressing-national-sdgs-implementation/>

4 See “Secondary impacts of COVID-19: Closing civic space in fragile contexts” (2021) <https://www.undp.org/library/dfs-secondary-impacts-covid-19-closing-civic-space-fragile-contexts>; Also “The implications of the COVID-19 pandemic on fundamental rights and civic space” (2022) <https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/publications-other-work/publications/implications-covid-19-pandemic-fundamental-rights-and-civic-space>; and “Sustaining Civic Space in Times of Covid-19: Global Trends” <https://www.giga-hamburg.de/en/publications/giga-focus/sustaining-civic-space-in-times-of-covid-19-global-trends>.

5 See the report prepared for the European Economic and Social Committee, The response of civil society organisations to face the COVID-19 pandemic and the consequent restrictive measures adopted in Europe, <https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/files/qe-02-21-011-en-n.pdf>; Also Maya Gros and Norman Eisen, “Digitizing Civic Spaces amid the Covid-19 Pandemic”, <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/03/09/digitizing-civic-spaces-amid-the-covid-19-pandemic-and-beyond/>

6 See ICNL’s Covid-19 Civic Freedom Tracker, <https://www.icnl.org/covid19tracker/>

7 See e.g. “Human Rights Dimensions of Covid-19 Response” (2020) <https://www.hrw.org/news/2020/03/19/human-rights-dimensions-covid-19-response>; “Vaccine Pass and Human Rights Challenges (2021) <https://www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-law/covid19>; and “Human Rights in a Pandemic” (2021) <https://www.iccl.ie/wp-content/uploads/2021/06/Human-Rights-in-a-Pandemic.pdf>

8 <https://alternatives-humanitaires.org/en/2020/11/22/the-impact-of-covid-19-on-african-civil-society-organisations/> & <https://fra.europa.eu/en/news/2021/pandemic-exacerbates-challenges-civil-society-faces>

9 See <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective/> and [https://africaninternetrights.org/sites/default/files/Sodfa\\_Daaji.pdf](https://africaninternetrights.org/sites/default/files/Sodfa_Daaji.pdf)

10 A/HRC/41/41, <https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/reports/2019/report-rights-freedom-peaceful-assembly-and-association-digital-age>

11 See <https://mashable.com/article/google-facebook-government-user-data-study>, and <https://transparency.fb.com/data/government-data-requests/>

12 <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective/>

13 See “The misuse of social media platforms and other communication channels by authoritarian regimes” [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO\\_IDA\(2021\)653658](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO_IDA(2021)653658)

14 <https://www.accessnow.org/keepiton/> <https://www.aljazeera.com/news/2021/3/3/mapping-internet-shutdowns-around-the-world>

15 <https://www.ids.ac.uk/opinions/digital-rights-in-closing-civic-space-lessons-from-ten-african-countries/>

16 See the report by Forus, Towards and Enabling Digital Environment for Civil Society, [https://www.forus-international.org/en/extra/hub/resources-publications?modal\\_page=pdf-detail&modal\\_detail\\_id=77151-towards-an-enabling-digital-environment-for-civil-society-full-report&tab=list](https://www.forus-international.org/en/extra/hub/resources-publications?modal_page=pdf-detail&modal_detail_id=77151-towards-an-enabling-digital-environment-for-civil-society-full-report&tab=list)

17 <https://www.accessnow.org/internet-access/>

18 <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904>

19 See <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621020/>, Also Thomas Coombes, How to Change Narratives with Hope, [https://medium.com/@the\\_hope\\_guy/how-to-change-narratives-with-hope-52f8a15a3b02](https://medium.com/@the_hope_guy/how-to-change-narratives-with-hope-52f8a15a3b02); and MobLab, “Building muscle: How positive narratives can beat fake news” <https://mobilisationlab.org/stories/moblab-live-how-positive-narratives-beat-fake-news/>

20 See, <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904> and the series of articles from Open Global Rights on Positive Narratives to Mobilise for Change, <https://www.openglobalrights.org/positive-narratives/>

21 See Oxfam’s work, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621020/> and <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621085/>; Also Isabel Crabtree-Condor, “Exploring the power of narrative & collective action: Panel Narratives x Civic Space Oxfam Convening” (2020) <https://www.youtube.com/watch?v=38vKpCvpzBo>

22 See <https://www.alliancemagazine.org/blog/be-the-narrative-revolutionising-human-rights/> and <https://www.openglobalrights.org/putting-words-into-action-personal-reflections-on-supporting-narrative-change/>



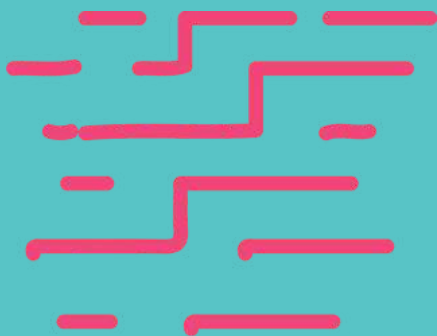
# REMERCIEMENTS



Nous remercions Deirdre de Burca, Sarah Strack, Bibbi Abruzzini, Thomas Janvier, Yohan Cambet et les autres membres du secrétariat de Forus, ainsi qu'un large éventail de membres de Forus pour leur aide dans la préparation de ce rapport. Cette publication s'inspire largement et intègre certains des travaux réalisés et publiés par d'autres organisations sur les thèmes de l'espace civique, de la numérisation, de Covid-19 et des récits changeants. Les principaux rapports et articles qui sont extraits, cités et utilisés dans l'analyse ont été publiés par Tactical Tech, ICNL, Pew Research Institute, Oxfam, Liberties et Just Labs, entre autres. Merci aux photojournalistes Sanjog Manandhar, Sebastian Barros, Melanie Isahmar Torres Melo et Midia Ninja pour les images des manifestations qui illustrent le rapport.



# forus



<http://forus-international.org/>  
contact @forus-international.org  
[@Forus\\_int](#)  
[Forus International](#)  
[Instagram - forusinternational/](#)

Forus est un réseau de 66 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales de tous les continents, représentant plus de 22 000 ONG actives au niveau local et international dans les domaines du développement, des droits de l'homme et de l'environnement.



Fondation  
de  
France

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement et de la Fondation de France. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

Crédits photos : UNSPLASH, Midia Ninja, Forus, Both Nomads, Melania Torres Melo, Sebastian Barros, Flickr, Sanjog Manandhar.

